



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Mercredi 1er novembre 1967,
à 15 h 25

Reprise de la quarante-troisième session

DOCUMENTS OFFICIELS

NEW YORK

S O M M A I R E

	Pages
<i>Point 1 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Rapport du Conseil du commerce et du développement (fin)</i>	7
<i>Point 2 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Financement extérieur du développement économique des pays en voie de développement: moyens d'encourager les investissements privés étrangers dans les pays en voie de développement</i>	9
<i>Point 10 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Calendrier des conférences et des réunions pour 1968</i>	9

Président: M. Milan KLUSÁK
(Tchécoslovaquie).

Présents:

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Belgique, Cameroun, Canada, Dahomey, Etats-Unis d'Amérique, France, Gabon, Inde, Iran, Koweït, Libye, Mexique, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Algérie, Arabie Saoudite, Autriche, Barbade, Brésil, Bulgarie, Chine, Cuba, Danemark, Espagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Israël, Italie, Japon, République socialiste soviétique d'Ukraine, Trinité-et-Tobago, Yougoslavie.

L'observateur de l'Etat non membre suivant: Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale de la santé, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international.

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil du commerce et du développement (fin) [E/4434, E/4437/Rev.1]

1. Sir Edward WARNER (Royaume-Uni) dit que sa délégation a pris connaissance avec intérêt du rapport du Conseil du commerce et du développement sur sa cinquième session (voir E/4434). Elle tient à féliciter le Conseil de la manière dont est préparée la deuxième session de la CNUCED. Le représentant du Royaume-Uni espère, pour sa part, que la Conférence sera, pour les pays en voie de développement comme pour les pays développés, l'occasion d'un effort sincère

en vue de parvenir à une entente au sujet des problèmes communs. Une confrontation hostile entre ces deux groupes de pays ne pourrait qu'être stérile. Sa délégation sait gré au Secrétaire général de la CNUCED d'avoir attiré l'attention (1508^e séance) sur la reconstitution des ressources de l'AID, qui a fait l'objet de la résolution 37 (V) du Conseil du commerce et du développement. Le Royaume-Uni est tout disposé à verser sa quote-part en vue de la reconstitution de ces ressources à un niveau sensiblement accru. Pour ce qui est de la nécessité, évoquée par M. Prebisch, de moderniser l'agriculture tout en intensifiant l'industrialisation pour absorber la main d'œuvre agricole, il y a lieu de se rappeler que les usines modernes n'emploient qu'une main-d'œuvre peu nombreuse, voire minime.

2. En terminant, sir Edward Warner se déclare heureux du projet de création du centre commun CNUCED/GATT du commerce international (voir E/4437/Rev.1) et de la réunion prochaine de la Conférence des Nations Unies sur le cacao.

3. M. PEREZ GUERRERO (Venezuela) estime que les préparatifs de la deuxième session de la CNUCED ont revêtu une ampleur exceptionnelle. En particulier, la réunion ministérielle du groupe des 77 pays en voie de développement d'Alger aura permis aux pays du tiers monde d'adopter une position concertée en vue de la Conférence de New Delhi, où ils ne vont pas se rendre en quémailleurs. Le succès de la deuxième session de la Conférence, qui devra examiner avec toute l'objectivité voulue les résultats de la Décennie des Nations Unies pour le développement et préparer l'avenir en adoptant des mesures concrètes, dépend de la volonté de voir dans le développement une entreprise commune. Il est indispensable à cet égard d'élaborer une stratégie globale du développement à laquelle puissent se référer les initiatives futures. Les efforts de planification, domaine dans lequel les pays socialistes ont fait œuvre de pionnier, devront être déployés non seulement sur le plan national mais également aux échelons sous-régional et régional et à l'échelle mondiale, et s'incarner dans des plans souples intéressant des secteurs déterminés. Après avoir salué le projet de création du centre commun CNUCED/GATT du commerce international, le représentant du Venezuela fait observer que la formation professionnelle à laquelle devraient pouvoir contribuer tous les organismes des Nations Unies, anciens et nouveaux, est un problème tout aussi important que le financement du développement. Il est convaincu que les ressources nécessaires à ce financement existent. Encore faut-il les consacrer aux activités liées au développement et en tirer le meilleur parti possible.

4. M. SHAHI (Pakistan) remercie le Secrétaire général de la CNUCED d'avoir mis l'accent sur la nécessité d'élaborer une stratégie globale en vue de

coordonner l'action des pays développés et des pays en voie de développement. La délégation pakistanaise se félicite du consensus auquel est parvenu le Conseil du commerce et du développement touchant les objectifs de la deuxième session de la CNUCED. M. Shahi exprime à ce propos l'espoir que ce consensus permettra un dialogue fructueux et l'adoption de mesures qui présentent un intérêt immédiat pour les pays en voie de développement. L'élaboration de la récente Charte d'Alger^{1/} et le projet de création du centre commun CNUCED/GATT du commerce international constituent à cet égard des résultats encourageants.

5. M. ÇUHRUK (Turquie) note avec satisfaction les progrès accomplis au cours de la cinquième session du Conseil du commerce et du développement. Ainsi, certains des problèmes se prêtant à un règlement négocié sont d'ores et déjà connus. C'est le cas notamment en ce qui concerne les produits de base, les exportations de produits manufacturés et semi-manufacturés en provenance des pays en voie de développement, les préférences, le financement supplémentaire, la coopération régionale et l'expansion du commerce entre pays en voie de développement. Certes, on pourrait critiquer un ordre du jour aussi chargé pour la deuxième session de la Conférence. Toutefois, l'ordre du jour provisoire n'est pas sans justification, compte tenu du contexte particulier et de la philosophie générale des réunions de la CNUCED.

6. M. ZAKHAROV (Union des Républiques socialistes soviétiques) a écouté avec intérêt la déclaration du Secrétaire général de la CNUCED (1508ème séance), d'où il ressort que la deuxième session de la CNUCED à New Delhi doit être un forum où seront débattues les questions en suspens touchant les échanges entre pays en voie de développement, pays développés à économie de marché et pays socialistes. Cette conception des choses est plus réaliste que la notion d'un monde divisé entre un sud misérable et un nord opulent. Il faut espérer que, sur cette base, la Conférence de New Delhi verra se réaliser un large accord sur les moyens de combler le retard économique des pays en voie de développement imputable à l'exploitation colonialiste et néo-colonialiste.

7. Depuis la création de la CNUCED, l'URSS n'a cessé d'insister pour que cet organisme revête un caractère vraiment universel, tant pour ce qui est de sa composition que des problèmes qu'il traite. Il lui faut contribuer au développement des échanges, notamment entre l'Est et l'Ouest, et veiller à cet égard à éliminer les discriminations et les boycottages économiques qui continuent de freiner le progrès vers une coopération économique sur un pied d'égalité. Il reste beaucoup à faire dans ce domaine. La délégation soviétique espère que la Conférence de New Delhi contribuera à résoudre ces problèmes. Malheureusement, le problème de l'élimination des discriminations et des boycottages économiques n'a pas été mentionné dans la déclaration faite par le Secrétaire général de la CNUCED, bien qu'il mérite la plus sérieuse attention. La délégation de l'URSS est convaincue

que le fait de ne pas résoudre ce problème entrave le progrès économique des pays en voie de développement.

8. Etant donné que la Deuxième Commission de l'Assemblée générale doit bientôt examiner les questions relatives à la CNUCED, il conviendrait d'accepter la proposition formulée par le représentant de l'Inde de prendre note du rapport du Conseil du commerce et du développement sur sa cinquième session (voir E/4434).

9. M. GOLDSCHMIDT (Etats-Unis d'Amérique) a écouté avec intérêt la lucide déclaration du Secrétaire général de la CNUCED (1508ème séance). A quelques mois de la Conférence de New Delhi, on ne peut que se féliciter de l'esprit qui a présidé à la préparation de cet événement. Si le Conseil du commerce et du développement n'a pas été en mesure de limiter l'ordre du jour provisoire de la deuxième session de la Conférence, un large accord s'est néanmoins réalisé sur les problèmes arrivés à maturité.

10. La délégation des Etats-Unis sait gré au Secrétaire général de la CNUCED d'avoir mis en pleine lumière les mesures qui doivent permettre aux pays en voie de développement de s'aider eux-mêmes et constate avec satisfaction l'accord unanime pour faire de la Conférence de New Delhi un dialogue plutôt qu'une confrontation. Elle approuve en principe le projet de création du centre commun CNUCED/GATT du commerce international, qui répond bien au souci de coordination qu'a toujours manifesté le Conseil. C'est avec intérêt qu'elle examinera les détails que contient à ce sujet le document qui vient d'être distribué au Conseil (voir E/4437/Rev.1).

11. Depuis la cinquième session du Conseil du commerce et du développement, des progrès notables ont été réalisés dans certains domaines, et notamment en ce qui concerne les consultations sur le cacao. Par ailleurs, les Etats-Unis ont étudié, avec d'autres pays développés, l'idée, lancée par le président Johnson à la réunion des chefs d'Etat américains tenue à Punta del Este en avril 1967, d'accorder à titre temporaire aux pays en voie de développement des préférences non réciproques, et la délégation des Etats-Unis espère pouvoir être en mesure de présenter ce plan, dans ses grandes lignes, à la Conférence de New Delhi.

12. En terminant, M. Goldschmidt appuie la proposition du représentant de l'Inde de prendre note du rapport du Conseil du commerce et du développement.

13. Le PRESIDENT propose au Conseil d'adopter, comme l'année précédente en des circonstances analogues, le projet de résolution dont le texte suit:

"Le Conseil économique et social,

"Ayant examiné le rapport annuel du Conseil du commerce et du développement,

"1. Transmet ce rapport à l'Assemblée générale;

"2. Appelle l'attention de l'Assemblée générale sur les commentaires et les observations ayant trait à la question qui figure dans le rapport du Conseil économique et social sur la reprise de sa quarante-troisième session^{2/}."

^{1/} Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-deuxième session, Annexes, point 38 de l'ordre du jour, document A/C.2/237.

^{2/} Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-deuxième session, Supplément No 3A (A/6703/Add.1).

14. M. MUZIK (Tchécoslovaquie) propose d'ajouter, à la fin du paragraphe 2 du dispositif, les mots "ainsi que sur la déclaration faite par le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement".

Le projet de résolution, ainsi modifié, est adopté.

15. Le PRESIDENT propose que le Conseil l'autorise, en consultation avec les vice-présidents et le secrétariat, à établir le rapport sur la reprise de la quarante-troisième session.

Il en est ainsi décidé.

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

Financement extérieur du développement économique des pays en voie de développement: moyens d'encourager les investissements privés étrangers dans les pays en voie de développement (E/4293 et Add.1 et 2)

16. Le PRESIDENT rappelle que le Conseil, à sa quarante-troisième session (1506ème séance), a décidé de renvoyer à la reprise de la session une décision concernant le projet de résolution présenté par le Dahomey (E/AC.6/L.369), en attendant que soient connus certains renseignements complémentaires sur le mandat du groupe d'étude des investissements étrangers mentionné au paragraphe 2, alinéa a, du dispositif du projet de résolution. Le Conseil dispose maintenant de ces renseignements (E/4293/Add.2) ainsi que d'une note du Secrétaire général sur les incidences financières du projet (A/AC.6/L.369/Add.1).

17. M. ZOLLNER (Dahomey), appuyé par M. VARELA (Panama) et M. VIAUD (France), dit que, certaines délégations ayant des suggestions intéressantes à formuler, il aimerait les consulter, de manière à donner au projet de résolution une expression qui correspondrait davantage à l'objectif qu'il vise et qui pourrait faire l'unanimité des membres. Il propose donc de renvoyer l'examen du projet à la deuxième partie de la reprise de la session du Conseil.

18. M. POJARSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande si, lors de la deuxième partie de la reprise de la session, les délégations seront en possession de l'étude établie par le Secrétariat sur la question de l'encouragement des investissements dans les pays en voie de développement, et dont il n'existe pour l'instant qu'un résumé.

19. M. DE SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales) dit que cette étude n'a pas encore pu être publiée, les services qui en sont chargés étant débordés de travail, et qu'il n'est pas possible pour l'instant de dire quand elle le sera. Il assure toutefois que le résumé et les conclusions (voir E/4293) contiennent l'essentiel de l'étude.

20. M. ATTIGA (Libye) appuie la suggestion du représentant du Dahomey tendant à ajourner l'examen du projet de résolution.

21. Le PRESIDENT conclut des opinions exprimées par les délégations qu'il convient d'ajourner l'examen du projet de résolution du Dahomey à la deuxième partie de la reprise de la session.

Il en est ainsi décidé.

POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR

Calendrier des conférences et des réunions pour 1968 (E/4436)

22. Le PRESIDENT fait remarquer que le Secrétaire général, dans sa note (E/4436), attire l'attention du Conseil économique et social sur une demande du Groupe spécial d'experts, créé aux termes de la résolution 2 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme^{3/} et chargé par le Conseil, dans sa résolution 1216 (XLII), de la tâche supplémentaire d'examiner les plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux dans la République sud-africaine, tendant à tenir une série de réunions supplémentaires en janvier 1968. Ces réunions auraient les incidences financières indiquées dans la note citée ci-dessus.

23. M. VIAUD (France) dit qu'il est difficile pour sa délégation d'apprécier si la prolongation des travaux des experts est justifiée, mais qu'en tout état de cause il est gênant de modifier un calendrier qui est de plus en plus serré. Cependant, sans approuver la demande présentée par le Groupe spécial d'experts, la délégation française n'élève pas d'objection à son sujet.

24. M. GOLDSCHMIDT (Etats-Unis d'Amérique) attache aux travaux des experts toute l'importance qu'ils méritent, mais regrette cependant la tendance de certains organes subsidiaires à demander une extension de leurs réunions, cette tendance ayant pour effet d'entraîner des conséquences financières et des bouleversements du calendrier. A ce propos, il conviendrait d'appliquer les termes de la décision du Conseil économique et social relative à la nécessité pour les organes subsidiaires de ne pas dépasser le temps qui leur est imparti pour leurs travaux.

25. M. SHAHI (Pakistan) estime la demande du Groupe spécial d'experts parfaitement fondée, étant donné l'importance de ses travaux, et souhaite que le Conseil y donne suite.

26. M. ZOLLNER (Dahomey) regrette que la demande en question nécessite des réajustements du calendrier, mais constate par ailleurs que c'est le Conseil lui-même qui a confié au Groupe spécial d'experts une tâche supplémentaire. La demande de ce groupe est donc justifiée et la délégation dahoméenne l'appuie.

27. Sir Edward WARNER (Royaume-Uni) partage les avis exprimés par la délégation des Etats-Unis et la délégation française.

28. M. ATTIGA (Libye) considère, lui aussi, qu'étant donné l'importance des travaux du Groupe spécial d'experts la demande de ce groupe est fondée et que le Conseil devrait s'efforcer de lui accorder le maximum de temps pour s'acquitter de sa tâche.

29. M. CHADHA (Inde) partage l'opinion du représentant de la Libye.

30. Sir Edward WARNER (Royaume-Uni) signale qu'aucune date n'a encore été fixée pour la réunion du Comité élargi du programme et de la coordina-

^{3/} Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Supplément No 6 (E/4322), par. 268.

tion et voudrait savoir si le Secrétariat entend proposer des dispositions à prendre.

31. M. KASSUM (Secrétaire du Conseil) répond que cette question sera examinée lors de la deuxième partie de la reprise de la session; le Secrétariat disposera en effet à ce moment-là de plus de renseignements.

32. Le PRESIDENT considère que, compte tenu des remarques formulées par diverses délégations, la demande du Groupe spécial d'experts, contenue dans le document E/4436, peut être adoptée.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 16 h 45.